

**texte d'un  
groupe ayant  
participé à la  
coordination  
«G.A.R.I.»**

diffusé lors du meeting de solidarité aux  
inculpés le 13 Février 1975.

Nous ne voulons pas ici perpétuer un sigle, un moment de lutte. Ce serait faire le contraire de ce que nous pensons. Parcequ'une lutte n'a ni début ni fin, parcequ'une révolution n'a ni début ni fin hormis pour qui détermine le temps en fonction de son accession au pouvoir. Parceque tout nous démontre qu'une organisation qui se fige finit par avoir trop de choses à perdre: un sigle, une représentation, pour être vraiment un moyen de lutte; elle devient fin en soi, se veut un interlocuteur valable, et cela CONTRE ceux qui refusent ses tactiques politiciennes, frontistes. Contre les prolétaires eux mêmes, tous devenus provocateurs, délinquants

Seulement nous voulons nous expliquer sur une démarche qui a souvent été mystifiée, aider ainsi à la compréhension d'une solidarité nécessaire aux inculpés, et tirer quelques conclusions générales des interventions de notre coordination.

Si l'on dit aujourd'hui: il sera TOUJOURS TEMPS de réfléchir et d'organiser sa propre lutte, de prendre en main son devenir, cela veut dire qu'on laisse "l'histoire" juger de notre sort; cela veut dire: il sera TOUJOURS trop tard. Alors aucune procession, pétition, aucune démocrasouille ne peut plus rien y changer. Il est possible de faire éclater cette torpeur, de montrer la double face du pouvoir, celle qui, lorsqu'on répète inlassablement "nous sommes victimes du pouvoir", nous répond "nous sommes victimes de notre torpeur, de nos velléités, de notre acceptation".

IL est possible de faire céder l'état par des moyens d'action directe sans figer ceux ci dans une panacée universelle. C'est à dire refuser les sentiers battus, fixés éternellement, et de laisser champ libre à cette imagination combative qui trouve les moyens adéquats au but poursuivi.

Enfin il est possible et nécessaire de parler en son propre nom, parceque le refus de l'exploitation, de la survie planifiée, n'a pas besoin de cautions, d'excuse

ses, parcequ'à force de parler au nom de...ou plutôt à la place de.. plus personne n'ose se présenter lui même.

La presse na pu retenir des actions faites par nous tous que le spectaculaire, l'apparent. Ca fait "boum" . Et c'est cette vision des choses que la bourgeoisie impose au travers de ses médias.

Par ailleurs, nationalistes et léninistes de tout poil en ont une appréhension très peu différente. La violence est aussi pour eux l'affrontement entre armées bourgeoises et groupes ou masses militarisées; guerre de tranchée entre un pouvoir installé et un pouvoir qui désire prendre sa place. Cette conception implique un commandement militaire. Cette violence là, si elle peut renverser un pouvoir, ne détruit nullement les rapports sociaux existants et le mode de production qui les fonde, l'économie capitaliste. Elle est une proposition de gestion différente de l'exploitation, et, si elle se sert des bras du prolétariat, c'est pour mieux se servir de sa force de travail.

Pour nous ce qui importe avant tout c'est qu'en tous lieux les prolétaires prennent leurs affaires en main, détruisent par eux mêmes et pour eux mêmes les chaînes qui les asservissent, salariat, économie de marché, refusent impitoyablement et traitent comme tels ceux qui voudraient leur en forger d'autres. Les moyens qu'ils se donnent, TOUS les moyens, leur indépendance pratique, organisationnelle, garantissent cette autonomie; car si ils comptent sur les organisations politiques, les syndicats, -et on sait que ceux ci savent prendre le train en marche- pour les aider, ils sont finalement perdants

C'est cela que craignent et les classes dominantes, et les bureaucraties affirmées ou occultes. Voilà pourquoi ils développent les schémas et les alternatives calquées sur l'ordre existant. Voilà pourquoi ils veulent, malgré ce que nous avons toujours expliqué clairement, faire de nous une organisation militaire ou des "terroristes".

Quant à nous, nos possibilités d'intervention sont aussi fonction du système que nous subissons. Et c'est pourquoi même si les formes de lutte employées par le M.I.L. et d'autres groupes en Espagne n'ont pas eu tous les mêmes applications en Europe, elles relèvent certainement des mêmes motivations, des mêmes analyses de groupes autonomes qui en Espagne comme ailleurs ne se battent pas pour l'installation d'une social-démocratie, d'un régime libéral, voire même d'un socialisme à la Portugaise, mais effectivement pour leur émancipation en tant qu'individus et une critique active de tout pouvoir de quelque nature qu'il soit sur leur vie propre. Nous ne croyons pas aux lendemains qui chantent de la démocratie en Espagne, Carillo succédant à Franco, c'est seulement un aménagement voulu par une évolution socio-économique. La pilule sera plus douce à avaler pour le prolétariat espagnol, le bâton un peu moins lourd, enrobé de quelques "libertés", mais il restera dans sa condition d'exploité.

Les groupes qui pendant un temps déterminé sont intervenus sous le sigle G.A.R.I., partageaient profondément les mêmes analyses, la même critique, non seulement vis à vis de l'Espagne, mais vis à vis de l'ensemble de l'Europe capitaliste.

#### MAIS INTERVENIR COMMENT

#### ET POURQUOI PRECISEMENT ?

#### Comment

Manifestations, ou "action directe" peuvent être semblables quant à leur volontarisme et à leur inefficacité; être aussi séparées l'une que l'autre de la vie réelle des individus. On répète les processions comme on répète les cocktails contre les murs des commissariats, sans saisir précisément ce que l'on poursuit; et définitive, comme il faut à une bonne démocratie une opposition de gauche, il faut au sérieux de l'étalage politique de l'extrême gauche, le piquant de quelques affrontements stériles.

Nous pensons au contraire que des actions précises peuvent intervenir favorablement si elles reposent sur un contexte clair/ la situation et les objectifs poursuivis. Ace moment là, elles furent le cinéma politique comme la peste. Il s'agissait pour nous d'avoir un moyen de pression bien réel, en rappelant que la vie des camarades de Puig valait bien celle d'un banquier espagnol, alors que les procès se préparaient. Il s'agissait face aux arrestations ultérieures, souligner l'évidente responsabilité du gouvernement français venant en aide à Franco, envoyant des commissions rogatoires en Espagne, faisant rentrer les flics espagnols sur le territoire français, et de souligner l'arbitraire total des arrestations pétrées.

#### POURQUOI

Nous ne nous sommes pas fixé pour finalité d'intervenir systématiquement par solidarité. Notre propre réalité de prolétaires importe avant tout et il n'est ni dans notre nature, ni dans nos possibilités, d'intervenir dans mille situations vis à vis desquelles nous sommes décontextés; ni dans notre nature parcequ'il y a mystification à s'oublier soi même dans le soutien à ceux qui luttent (la lutte des autres suffit) ; ni dans nos possibilités car il y a des données qui nous échappent.

Proches de l'ex M.I.L., amis de Puig, les camarades directement concernés firent appel, dans le cadre de démarches d'intervention entreprises par eux, à d'autres groupes autonomes. Suite à cette rencontre, accord se fit pour que soient mises en commun nos capacités, nos moyens.

Cette rencontre ne se fit pas par hasard ; les conflits divers qui soudent entre eux des individus, les conduisent aussi à reconnaître d'autres prolétaires qui ont les mêmes intérêts. Comme nous, refusant le faux dilemme organisation bureaucratique=impuissance, ces groupes s'étaient naturellement cotoyé et avaient affirmé la possibilité d'une coordination à définir concrètement .

Donc les G.A.R.I. n'existent plus comme coordination de groupes. Demain une autre coordination se fera sur d'autres objectifs, ou sur les mêmes; avec d'autres groupes autonomes ou avec les mêmes. D'autres sigles se feront jour puis disparaîtront. Pour nous la véritable constante c'est le groupe autonome, constitué de prolétaires réunis sur la base d'une affinité réelle, ayant l'habitude de vivre, de lutter, de discuter, de critiquer ensemble. Les accords provisoires contractés avec d'autres groupes, sont pour nous une des conditions essentielles pour éviter le militantisme et la bureaucratie, pour éviter que des gens se déresponsabilisent individuellement et collectivement au sein d'une structure figée, sécurisante, qui les prend en charge. Nous connaissons trop le rôle des bureaux politiques, d'une organisation d'une fédération, d'un groupuscule, pour nous fier à une coordination permanente. Quand la base s'est donné une représentation permanente, parti fédération, syndicat, coordination, la bureaucratie s'installe, chefs délégués, permanents, se créent, secrétés par un appareil dont l'épaisseur inerte nécessite une division de tâches. Ces tâches deviennent spécialisation. Cette spécialisation devient hiérarchie de fait.

Finalement, quand les prolétaires délèguent leurs pouvoirs, même si le principe en est acquis, ils ne sont plus en mesure de révoquer qui que ce soit. Les assemblées générales n'y changeront rien. Ces assemblées de prolétaires dépossédés, bien qu'étant l'image suprême de la démocratie, sont en fait les hauts lieux de la manipulation de masse. Que l'on ne nous dise pas : en dehors de l'organisation point de salut; ne pas militer à l'intérieur d'un groupuscule, ce n'est pas forcément l'inorganisation totale, l'individualisme, le chaos.... C'est refuser la vie végétative du militant qui part au Larzac, à Lip, à une manif sur le Viet-Nam, sur le Chili sur Puig, parcequ'il en a reçu les consignes; c'est refuser le chapelet qui s'égrène dans les rues, qui psalmodie pour ne pas avoir à intervenir réellement dans une situation donnée, qui organise le spectacle de l'impuissance

puissance, étandard en avant. C'est refuser ce qui est souvent une caution pour ceux qui, par ailleurs vidés de besoins subversifs, acceptent fort bien leur rôle social.

Les G.A.R.I. coupables d'avoir tenté de substituer une autorité illégale à celle de l'état, des terroristes aveugles, une organisation dangereuse, et voilà pourquoi, le pouvoir rassuré, il n'y a plus qu'à cerner arrêter, traiter, comme dit PONIA et force restera à la loi... à la loi des exploités, des bourreaux, des défenseurs de l'ordre et de la Morale.

Simplement on n'empêchera jamais une clé à molette de partir dans la gueule d'un contremaitre, comme ça, sans préavis, et sans déposer les statuts de lanceur de clé à molette. Notre révolte elle est partout, il n'y a pas de spécialisations ni de problèmes spécifiques. Seulement, par souci d'efficacité des groupes peuvent s'organiser, assembler des idées et des moyens. C'est cette démarche qui a été à l'origine des G.A.R.I. c'est cette démarche qui peut se reproduire aujourd'hui. Nous n'intervenons pas uniquement en fonction des problèmes que nous fournit l'actualité politique et sociale du moment celle de l'information, des manoeuvres politiques, mais surtout par rapport à des problèmes qui nous touchent, auxquels d'une manière ou d'une autre, nous sommes directement confrontés. La difficulté c'est de ne pas se laisser enfermer dans le cadre de nos interventions, de devenir tour à tour anti-franquistes, terroristes, gangsters, ou "prisonniers en lutte". Mais nous devons aussi répondre là où le pouvoir nous attaque, dans le cadre qu'il nous impose, et avec un maximum d'efficacité.

Que l'on vive dans une démocratie en voie de fascisation, ou dans une dictature fasciste en voie de libéralisation, les conditions d'exploitations y sont les mêmes; tout n'est qu'une question de méthodes liées à des conditions d'évolution économiques et sociales. Schmidt, Franco, Ponia-Giscard, tous ont leurs prisonniers politiques, et chacun une façon originale de les traiter.

De là sont parties les actions des G.A.R.I. et si la répression a été si dure, autant en France qu'en Espagne, c'est aussi dû à l'impuissance du mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Les difficultés sont d'avantage le fait de notre isolement que d'un manque d'analyses ou de maladroites pratiques. Encore une fois, il ne s'agit pas de privilégier des formes de lutte et d'organisation, mais de faire état des réelles motivations qui ont amené des groupes à agir comme ils l'ont fait. Ces motivations sont pour l'essentiel liées à la pratique de chaque groupe, de chaque individu, au niveau de sa vie quotidienne, d'interventions critiques dans tous les domaines et non au besoin d'assouvir de temps en temps des besoins d'action à caractère spectaculaire ou exemplaire

Aujourd'hui nos camarades emprisonnés le démontrent en continuant dans le domaine carcéral la même lutte qu'ils pouvaient mener soit dans leurs boulots respectifs, soit par rapport à des problèmes concrets de leur vie de tous les jours, soit encore par rapport à la répression en Espagne. A aucun moment ils n'ont réclamé d'être des prisonniers pas comme les autres et la lutte qu'ils mènent à l'intérieur des murs, ouvre aussi des perspectives aux autres détenus dont ils sont solidaire à partir du moment où ceux-ci expriment une révolte qui dépasse un simple aménagement des prisons mais va vers la destruction de celles-ci.

Aujourd'hui, dans sa dégénérescence rapide, le Capital avance simultanément toutes ses armes, démagogie et autoritarisme. Police partout! Métro, rue, fac, usine en grève. Face aux dernières déclarations de Pon-atoski, la justice s'affirme comme indépendante du ministère de l'intérieur et de l'exécutif en général; mais elle inculpe nos amis devant une juridiction d'exception: La Cour de Sureté de l'état, tribunal politique. Cependant et pour l'organisation de leur "défense", et pour leur jugement, elle les garde en juridiction correctionnelle



ou (et) criminelle. Cela veut dire que la justice se calque sur les intérêts de la besogne policière, qu'elle cherche à justifier une prolongation de la garde à vue de 6 jours, PRIVILEGE DE POLITIQUE ; cela veut dire que elle poursuit au travers des cours d'assises la répression la plus dure, PRIVILEGE DE DROIT COMMUN.

Alors le problème n'est pas dans une étiquette ou dans une autre. Il est de lutter contre cette manipulation qui, puisque la cour de sureté de l'état dépend directement du gouvernement, vient de lui. Il est maintenant pour nous, libertaires, anti léninistes, de développer une mobilisation, un rapport de force, qui facilite ce combat mené à l'intérieur de la prison par ces amis, combat qui s'unifie à celui de tous les prisonniers qui se manifestent actuellement. Nous avons vu qu'ils étaient tous solidaires.

Il est maintenant de ne plus accepter aussi facilement qu'en Espagne les militants du M.I.L. soient condamnés à 60 ans de taule, qu'en Italie MARINI ait pris 12 ans, et qu'ici les amis risquent de mourir lentement 10 OU 15 ANNEES DURANT.

(11) ... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..

Après le problème d'effacement des ... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..

Il est intéressant de se plus ... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..